



Programme d'été 2009

Casser le cercle vicieux : conflit police-jeunesse dans des banlieues parisiennes

Maryna Kumeda
Hannah Schafer
Lijia Xie

À l'attention du
Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

I. Contexte

Depuis la fin des années 1970, on observe une escalade des tensions entre les jeunes de banlieue et la police, qui a éclaté en échanges routiniers de la violence verbale et physique ou en émeutes des jeunes. La violence policière a été condamnée par la Commission Européenne Contre le Racisme en 2005, dans les rapports annuels de la Commission Nationale de Déontologie et d'Amnesty International en 2004 et 2008. Ces phénomènes révèlent l'inégalité sociale et la discrimination qui résultent de failles sous-jacentes au modèle républicain français de l'intégration.

Depuis les années 1970, l'article 78-2 du Code de la procédure pénale permet les contrôles d'identité sans besoin de justificationⁱ, une pratique pour laquelle la France est l'exception en Europe. Durant les années 1990 le discours politique et médiatique a mis en lumière la « menace des immigrants » et autres aspects de l'insécurité. Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur de 2002 à 2007, était une force principale des changements résultant en renforcement des politiques de sécurité.

80% des policiers d'Ile-de-France sont recrutés dans des zones ruralesⁱⁱ. Le manque d'une formation sur la diversité culturelle est exacerbée par une rotation élevée du personnel dans des banlieuesⁱⁱⁱ. Certaines études ont suggéré que les policiers peuvent progressivement adopter des attitudes racistes de par la socialisation professionnelle^{iv}. On connaît très peu sur les pratiques discriminatoires lors du recrutement^v, mais des plaintes concernant le déroulement de l'entretien du concours d'entrée ont été déposées. Un esprit de corps encourage les agents à couvrir leurs collègues^{vi}. « *La politique du chiffre* » de Sarkozy crée la pressions sur les agents, qui par ailleurs reçoivent peu ou pas d'assistance psychologique^{vii}. Les agents ont connu le contrôle institutionnel accru avec un nombre grandissant des licenciements et de mesures disciplinaires.

La preuve du contrôle au faciès se trouve en ce que, selon une étude dirigée par le CESDIP et le CNRS, les personnes perçues comme arabes à Paris ont 8 fois et les personnes perçues comme noires 6 fois plus de chance d'être contrôlé que celles perçues comme blanches^{viii}. Tout en représentant seulement 10% de la population étudiée, les individus identifiés comme appartenant à la culture jeunesse (*youth culture*) de par leurs habits (hip-hop, gothique ou punk), représentaient presque la moitié des personnes faisant l'objet de contrôles^{ix}. Les deux tiers des individus de la « culture jeunesse » étaient identifiés comme des « minorités visibles ». Ces chiffres suggèrent que les jeunes de couleur sont ciblés par la police Parisienne dans des proportions qui ne correspondent pas à leur part dans la population. Qui plus est, les contrôles sont inefficaces pour la prévention de la délinquance, car seuls 20% mènent à la découverte d'un crime ou délit^x. Ces contrôles sont le point focal de la tension entre la police et les jeunes. La porte-parole de la Police Marie Lajus, en contre-argument, affirme que la police ne mène pas des sondages représentatifs de la population, mais prévient les crimes à partir des données empiriques, telles que l'apparence, l'âge, le sexe et l'origine^{xi}.

II. Nouvelles initiatives et résultats : Succès et échecs.

A l'inverse de la police nationale, la police municipale est destinée à agir au niveau des collectivités, effectuer des inspections de routine et un travail de médiation. Au cours des 25 dernières années, la police municipale de l'Île-de-France, dont le Maire fixe les objectifs, a triplé de volume^{xii}. Toutefois, en raison de la professionnalisation et du recrutement compétitif par concours de la police municipale, le service aux besoins des communautés demeure secondaire par rapport au modèle réactif du fonctionnement de la police nationale^{xiii}.

Le programme pilote de 1999 de la *police de proximité* a été conçu pour créer des liens entre les policiers et les résidents à travers une implantation locale, des mesures préventives et de dialogue, plutôt que des méthodes réactives et punitives. En 2002, l'administration de Sarkozy l'a déclarée inefficace et l'a démantelé, en changeant le registre vers plus de répression, ce qui a détérioré les relations avec les jeunes des banlieues^{xiv}.

Les trois unités d'une nouvelle initiative, les *Unités Territoriales de Quartier* (UTeQ)^{xv}, ont commencé à fonctionner en 2008 en Seine-Saint-Denis, Clichy-Montfermeil et La Courneuve. Ces unités sont composées d'agents volontaires, qui ont reçu la formation de sensibilisation culturelle et religieuse.

Dans les années 1980, le gouvernement a lancé *l'Opération prévention été* (OPE), pour revitaliser les zones sensibles et prévenir la délinquance juvénile^{xvi}. Le programme a organisé des vacances scolaires, des événements culturels et sportifs pour les jeunes en vue de renforcer la compréhension mutuelle et la confiance. Cependant, le programme a été supprimé^{xvii}. Pour d'autres exemples de nouvelles initiatives, en 2000, les agents des Missions de Prévention et de Communication (MPC), ont réalisé 2204 interventions sur la violence, la citoyenneté, et les drogues auprès des 54.534 étudiants à Paris^{xviii}. Le Premier ministre L. Jospin en 1997 a créé les *adjoints de sécurité* (ADS) dans la police nationale, ce qui généralement a produit des difficultés supplémentaires dans la formation et le suivi des jeunes (16-25 ans) embauchés sur ce contrat^{xix}. En 2004, Nicolas Sarkozy a créé les "*cadets de la République*" pour aider ceux qui ont abandonné l'école de préparer le concours de gardien de la paix, - le programme à 70% du taux de réussite^{xx}. Depuis 2005, le *Mémorial de la Shoah* a animé des formations pour les nouveaux agents de police sur l'histoire de la Shoah et les limites de l'obéissance à l'autorité^{xxi}.

Les médiateurs peuvent rétablir le dialogue entre les habitants, les jeunes et la police en organisant des activités communes, telles que des tournois de football, une émission de radio ou un atelier de réparation automobile. Ces activités offrent un espace public et productif pour canaliser la frustration de la jeunesse. Les médiateurs, généralement entre 25-30 ans, ont vécu dans des circonstances similaires à celles des jeunes et servent de modèle. Évaluations sur la médiation sont nécessaires pour déterminer son efficacité dans le développement des jeunes et des réductions de la violence et de la délinquance^{xxii}.

Une approche novatrice de développement de la jeunesse sont des tribunaux de la jeunesse (*youth courts*) de Red Hook Community Justice Center^{xxiii} à New York qui arbitrent les cas impliquant des jeunes pour des contraventions mineures. Les jeunes sont jugés devant un jury composé de leurs pairs des écoles et des associations locales. Ils participent à des cours de perfectionnement en leadership, d'esprit critique, et des activités en équipe. En 2005, plus de 91% des jeunes ont accompli les prescriptions, qui incluent le service d'intérêt général ou les ateliers du renforcement des compétences en résolution des conflits.

III. Recommandations.

Revitalisation de la police de proximité, avec une surveillance accrue et une évaluation:

Les habitants de la banlieue et la police doivent déterminer ensemble les priorités de la sécurité des quartiers, déterminer et allouer des ressources pour créer des quartiers sûrs. Le rôle de la police locale être celui de mettre l'accent sur les tendances chroniques criminelles, plutôt que sur le contrôle réactif ou des interventions d'urgence.

Les stratégies de déploiement devraient recourir aux plus petits découpages géographiques et à patrouilles à pied pour communiquer avec les résidents locaux, et des conseils de prévention de la délinquance de quartier pour solliciter la participation de ses membres.

Aucune évaluation longitudinale de la police de proximité ou UTeQ a été faite pour mesurer l'efficacité dans la réduction des confrontations violentes. Par conséquent, des nouveaux programmes concernant la police de proximité doivent incorporer un monitoring rigoureux et l'évaluation pour déterminer l'effet sur la sécurité globale de la collectivité, réelle ou perçue, dans l'apparition de la violence et les attitudes envers le personnel de police. Les évaluations doivent être menées avec des groupes de discussion pour les intervenants (résidents, y compris les jeunes, les élus locaux et responsables d'organisations de la société civile).

Le soutien psychologique:

La contrainte de travailler dans des situations antagonistes, voire violentes, peuvent avoir un impact sur la santé mentale des agents de police, sur la prise de décision et la capacité d'agir et de réagir d'une manière compétente. Améliorer l'accessibilité des services de consultation psychologique et des ateliers de renforcement de la résilience de la police nationale et municipale permettrait d'améliorer la qualité de vie pour la police, leur permettant de réagir de manière plus efficace à des situations difficiles.

Tribunal de la jeunesse:

Ce modèle des tribunaux de la jeunesse pourrait être appliqué avec la coopération des préfetures de police autour de Paris, qui réfèrent les jeunes ayant commis des contraventions à des sanctions lourdes.

Sources

Interviews

- Fabien Jobard, sociologist, Center of Sociological Studies on Law and Penal Institutions, of National Center of Scientific Research, June 30, 2009.
- Rachel Neild, senior advisor, Open Society Justice Initiative, June 30, 2009.
- Philippe Boukara, historian, training department, Mémorial de la Shoah, phone interview, July 1, 2009.
- Jean-Claude Tchicaya, activist, youth worker and academic, July 1, 2009.
- Toufik El Ouardani, 2007 Senior Fellow HiA, grew up in Argenteuil (Seine Saint-Denis department), July 1, 2009.
- Nabil Berbour, 2009 Fellow Hia, grew up in Aubervilliers (Seine Saint-Denis department), July 1, 2009.

Literature

De Carlo, Laurence. "A Proposal to Use Mediation and 'Night Correspondents' To Curb Urban Violence in Cergy, France", *Negotiation Journal*, April 2002.

Jobard, Fabien, "Police, justice et discriminations raciales", in Didier Fassin et Eric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.

Fabien Jobard et René Lévy, Rapport "Police et minorités visibles : les contrôles d'identité à Paris », Open Society Justice Initiative, New York, 2009.

« Flics au bord du gouffre », Mardi 12/05/2009 | par Stéphanie Varet / <http://20minutes.bondyblog.fr/news/200905120002/flics-au-bord-du-gouffre>.

Anastasia Chelini, Tung San 'Victoria' Kwan, « *Improving the Police-Jeunes de Banlieues Relationship in Contemporary France* », HiA Report 2008.

"France. Des policiers au-dessus des lois", Amnesty International Report, 2009.

Dominique Monjardet et Catherine Gorgeon, *La Socialisation professionnelle des policiers*, Etude longitudinale de la 121e promotion des élèves gardiens de la paix, IHESI, Paris, 1993.

Michel Wieviorka et al., *La France raciste*, Seuil, Paris, 1992.

Dominique L'Huillier, *Les Policiers au quotidien. Une psychologue dans la police*, L'Harmattan, Paris, 1987.

Renée Zauberman, « Gendarmerie et gens du voyage en région parisienne », *Cahiers internationaux de sociologie*, 105, 1998.

Renée Zauberman and René Lévy "Police, Minorities, and the French Republican Ideal", *Criminology*, Vol. 41, Issue 4, November 2003.

Virginie Malochet, interviewed in *"The Double Calling of France's Municipal Police"*, Pierre Le Duff, 19/06/08 <http://www.comunidadessegura.org/en/node/39647>.

Préfecture de la Police,

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr/documentation/reportages/proximite.htm>.

Leila Slimani, quoted Alain Bauer, 16/04/08 / http://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-defi-de-l-uteq-dansles-banlieues-difficiles_472044.html

Office for Democratic Institutions and Human Rights. "Hate crime or hooliganism? How the ODIHR is helping to tackle an ill-defined problem." / http://www.osce.org/odihr/item_2_19406.html.

The Center for Court Innovation",

<http://www.courtinnovation.org/index.cfm?fuseaction=Page.ViewPage&PageID=581¤tTopTier2=true>.

"Respect", n°20, October-December 2008.

-
- ⁱ Code de procédure pénale / <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&dateTexte=20091114>
- ⁱⁱ Anastasia Chelini, Tung San 'Victoria' Kwan, « *Improving the Police-Jeunes de Banlieues Relationship in Contemporary France* », HiA rapport 2008.
- ⁱⁱⁱ Entretien avec un policier, BondyBlog : « *Flics au bord du gouffre* », Mardi 12/05/2009 | par Stéphanie Varet / <http://20minutes.bondyblog.fr/news/200905120002/flics-au-bord-du-gouffre>.
- ^{iv} Dominique Monjardet et Catherine Gorgeon, *La Socialisation professionnelle des policiers*. Etude longitudinale de la 121e promotion des élèves gardiens de la paix, IHESI, Paris, 1993.
- ^v Fabien Jobard "Police, justice et discriminations raciales", in Didier Fassin et Eric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.
- ^{vi} "France. Des policiers au-dessus des lois". Amnesty International Report, 2009.
- ^{vii} Avec seulement un psychologue sur toute l'Ile-de-France. Entretien avec un policier, BondyBlog : « *Flics au bord du gouffre* », Mardi 12/05/2009 | par Stéphanie Varet / <http://20minutes.bondyblog.fr/news/200905120002/flics-au-bord-du-gouffre>.
- ^{viii} Fabien Jobard et René Lévy. Rapport "Police et minorités visibles: les contrôles d'identité à Paris", Open Society Justice Initiative, New York, June 30, 2009
http://www.soros.org/initiatives/justice/focus/equality_citizenship/articles_publications/publications/search_20090630.
- ^{ix} *Ibid.*
- ^x *Ibid.*
- ^{xi} "The Police is questioned for the racial profiling", *Le Monde*, the 30th of June 2009.
- ^{xii} Virginie Malochet, interviewed in "The Double Calling of France's Municipal Police", Pierre Le Duff, 19/06/08,
<http://www.comunidadesequera.org/en/node/39647>.
- ^{xiii} *Ibid.*
- ^{xiv} *Ibid.*
- ^{xv} Police : lancement des unités territoriales de quartier / <http://www.gouvernement.fr/gouvernement/police-lancement-des-unites-territoriales-de-quartier>
- ^{xvi} Renamed *Ville Vie Vacances* (VVV) (City Life Vacations) in 2005.
- ^{xvii} Interview with M., mayor's office, La Courneve, the 28th of June 2009.
- ^{xviii} Prefecture de la Police,
<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr/documentation/reportages/proximite.htm>.
- ^{xix} Rapport d'information n° 25 (2000-2001), Senat / <http://www.senat.fr/rap/r00-025/r00-02518.html>
- ^{xx} "Respect", n°20, October-December 2008.
- ^{xxi} Phone interview with Philippe Boukara, historian, training department, Mémorial de la Shoah, the 1st of July 2009.
- ^{xxii} De Carlo, Laurence. "A Proposal to Use Mediation and 'Night Correspondents' To Curb Urban Violence in Cergy, France", *Negotiation Journal*, April 2002.
- ^{xxiii} Center For Court Innovation / <http://www.courtinnovation.org/>